

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 308

À l'article 308 du projet de loi :

1° remplacer, dans le premier alinéa, « détient un certificat d'absence d'antécédent judiciaire délivré conformément au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 309 ou un certificat d'absence » et « activité déterminée au sein d'un établissement délivré en vertu du deuxième alinéa de l'article 313 » par, respectivement, « fait l'objet, conformément à la présente section, d'une vérification » et « telle activité »;

2° supprimer, dans le paragraphe 2° du deuxième alinéa, « , de l'avis de Santé Québec, »;

3° remplacer, dans le troisième alinéa, « exiger qu'une personne visée au premier alinéa lui présente de nouveau l'un ou l'autre des certificats qui y sont visés » par « s'assurer qu'une personne fasse l'objet de la vérification prévue à cet alinéa ».

Commentaires

Le présent amendement modifie l'article 308 du projet de loi par concordance avec d'autres amendements qui suivront visant à modifier les dispositions prévues par le projet de loi relativement à la vérification des antécédents judiciaires de ressources humaines des établissements privés afin d'alléger les formalités qu'elles auraient imposées à ces ressources.

Article 308 du projet de loi tel que modifié

308. Un établissement privé doit s'assurer qu'une personne, y compris un professionnel, un stagiaire ou un bénévole qui, dans l'une de ses installations, exerce une activité déterminée par règlement de Santé Québec **fait l'objet, conformément à la présente section, d'une vérification** ~~détient un certificat d'absence d'antécédent judiciaire délivré conformément au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 309 ou un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une~~ **telle activité** ~~activité déterminée au sein d'un établissement délivré en vertu du deuxième alinéa de l'article 313.~~

Est un antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée au sein d'un établissement :

1° la déclaration de culpabilité, prononcée depuis moins que le nombre d'années prévu par le règlement pris en vertu du premier alinéa, pour une infraction visée par ce règlement, à moins qu'un pardon n'ait été obtenu, ou une poursuite encore pendante pour une telle infraction;

2° une déclaration de culpabilité pour une infraction criminelle autre qu'une infraction visée au paragraphe 1° qui, ~~de l'avis de Santé Québec,~~ a un lien avec ces aptitudes et ce comportement, à moins qu'un pardon n'ait été obtenu, ou une poursuite encore pendante pour une telle infraction.

Le règlement prévu au premier alinéa peut prévoir la périodicité selon laquelle un établissement doit **s'assurer qu'une personne fasse l'objet de la vérification prévue à cet alinéa** ~~exiger qu'une personne visée au premier alinéa lui présente de nouveau l'un ou l'autre des certificats qui y sont visés.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 308.1

Insérer, après l'article 308 du projet de loi, le suivant :

« **308.1.** L'établissement privé fait une demande de vérification d'antécédent judiciaire à un corps de police du Québec.

Il doit, à cette fin, obtenir le consentement de la personne visée par la vérification à ce qui suit :

1° la vérification de ses antécédents judiciaires et la communication à tout corps de police des renseignements qui y sont nécessaires ;

2° la transmission par le corps de police à l'établissement de tout document prévu au premier alinéa de l'article 309.

Une reproduction du consentement doit accompagner la demande au corps de police. ». ».

Commentaires

Le présent amendement prévoit qu'un établissement fait une demande de vérification d'antécédents judiciaires à un corps de police à l'égard d'une personne visée à l'article 308. Cette modification vise à éviter que l'effort représenté par cette vérification repose sur l'établissement et non sur la personne.

Vu ce changement l'article prévoit l'obtention du consentement nécessaire auprès de la personne visée par la vérification.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 309

À l'article 309 du projet de loi :

1° remplacer ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa par ce qui suit :

« Le corps de police qui fait la vérification est tenu de délivrer à l'établissement qui lui en a fait la demande ainsi qu'à la personne visée par celle-ci celui des documents suivants qui s'applique : » ;

2° ajouter, à la fin du deuxième alinéa, la phrase suivante : « Un établissement privé ne peut faire assumer ces frais, même indirectement, par un membre de son personnel ou une personne qui souhaite le devenir. »;

3° ajouter, à la fin, l'alinéa suivant :

« Le certificat d'absence d'antécédent judiciaire délivré en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa est valide pour une période de trois ans. ».

Commentaires

Le présent amendement modifie l'article 309 afin de prévoir que les documents délivrés par un corps de police en vertu de ses dispositions le seront à la personne visée par la vérification d'antécédents judiciaires et à l'établissement privé qui fait la demande de vérification à l'égard de cette personne.

L'amendement précise la période de validité du certificat d'absence d'antécédent judiciaire délivré par un corps de police, de même qu'il prévoit qu'un établissement ne peut faire assumer les frais exigibles pour la délivrance des documents prévus à cet article, même indirectement, par un membre de son personnel ou une personne qui souhaite le devenir.

Article 309 du projet de loi tel que modifié

309. Le corps de police qui fait la vérification est tenu de délivrer à l'établissement qui lui en a fait la demande ainsi qu' à la personne visée par celle-ci celui des documents suivants qui s'applique: ~~Un corps de police du Québec~~

~~est tenu de délivrer à la personne qui lui en fait la demande celui des documents suivants qui s'applique :~~

1° un document attestant que les banques de données qui lui sont accessibles ne contiennent pas de renseignement permettant d'établir que cette personne a des antécédents judiciaires, incluant des poursuites encore pendantes; ce document est appelé « certificat d'absence d'antécédent judiciaire »;

2° une liste de tous les antécédents judiciaires de la personne, incluant les poursuites encore pendantes; cette liste est appelée « liste des antécédents judiciaires ».

Le gouvernement prévoit, par règlement, la forme de ces documents de même que les frais exigibles pour leur délivrance. **Un établissement privé ne peut faire assumer ces frais, même indirectement, par un membre de son personnel ou une personne qui souhaite le devenir.**

Le certificat d'absence d'antécédent judiciaire délivré en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa est valide pour une période de trois ans.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 309.1

Insérer, après l'article 309 du projet de loi, le suivant :

« **309.1.** La personne qui a reçu une liste de ses antécédents judiciaires qui mentionne un antécédent visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 308 ne peut exercer les activités déterminées dans une installation maintenue par un établissement privé. ».

Commentaires

Les antécédents judiciaires visés au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 308 du projet de loi sont ceux qui, pendant la durée prévue par règlement, sont considérés par ce règlement comme liés aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée au sein d'un établissement privé. Il s'ensuit que dans ce cas, la personne visée par la vérification ne peut exercer ladite activité et qu'il n'est pas nécessaire que l'établissement procède à l'examen de l'antécédent pour statuer si un tel lien existe.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 310

Remplacer l'article 310 du projet de loi par le suivant :

« **310.** La personne qui a reçu une liste de ses antécédents judiciaires qui ne mentionne pas d'antécédent visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 308 doit, si elle souhaite continuer ou commencer à exercer une activité déterminée dans une installation maintenue par l'établissement privé, demander à l'établissement de décider si ces antécédents ont un lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié pour exercer une telle activité. ».

Commentaires

Le présent amendement remplace l'article 310 afin de prévoir que la personne visée par la vérification d'antécédent judiciaire, lorsqu'elle reçoit une listes d'antécédents potentiellement liés aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer les activités qu'elle exerce ou entend exercer au sein d'un établissement privé peut décider de ne pas exercer de telles activités.

Il faut noter qu'en certains cas, prévu par l'article 312 tel qu'il sera amendé, cet examen pourrait relever de Santé Québec afin d'éviter certains conflits d'intérêts.

Article 310 du projet de loi tel que modifié

310. La personne qui a reçu une liste de ses antécédents judiciaires qui ne mentionne pas d'antécédent visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 308 doit, si elle souhaite continuer ou commencer à exercer une activité déterminée dans une installation maintenue par l'établissement privé, demander à l'établissement de décider si ces antécédents ont un lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié pour exercer une telle activité.

~~**310.**— La personne à laquelle un corps de police a délivré une liste des antécédents judiciaires qui ne mentionne pas d'antécédent visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 308 peut demander par écrit à Santé Québec la délivrance d'un certificat d'absence d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée au sein d'un établissement.~~

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 311

Retirer l'article 311 du projet de loi.

Commentaires

Les dispositions correspondant à celle de l'article 311 du projet de loi ont été introduites à l'article 309.1 du projet de loi. Il y a donc lieu de retirer l'article 311 du projet de loi.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 312

Remplacer l'article 312 du projet de loi par le suivant :

« **312.** L'établissement qui doit décider si des antécédents judiciaires ont un lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié pour exercer une activité doit transmettre la liste des antécédents à Santé Québec si la personne visée par la vérification est le plus haut dirigeant de l'établissement, un candidat à ce poste ou une personne liée à la personne physique chargée de la décision au sein de l'établissement. Santé Québec prend alors la décision.

Pour l'application du premier alinéa, est une personne liée à une autre :

1° son conjoint, son enfant ou l'enfant de son conjoint, son père ou sa mère ou l'un ou l'autre de ses parents, son oncle ou sa tante, son frère ou sa sœur ainsi que leurs conjoints;

2° la personne à laquelle elle est associée ou la société de personnes dont elle est un associé;

3° la personne morale qu'elle contrôle ou qui est contrôlée par une personne visée au paragraphe 1°;

4° la personne morale dont elle détient directement ou indirectement 10% ou plus des droits de vote rattachés aux titres de participation que cette personne morale a émises ou 10% ou plus de telles actions;

5° la personne morale dont elle est un administrateur ou un dirigeant;

6° la personne, autre qu'une institution financière ou Santé Québec, qui lui consent directement ou indirectement une sûreté, un prêt ou tout autre avantage économique liés à la constitution de l'établissement privé ou au financement de ses activités. ».

Commentaires

L'article 312 que propose cet amendement prévoit que l'établissement privé doit déterminer si les antécédents qui figurent sur une liste qu'il reçoit d'un corps de police,

concernant une personne à l'égard de laquelle il a fait une demande de vérification d'antécédents judiciaires, sont bel et bien liés aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer, dans une de ses installations, une activité déterminée visée au premier alinéa de l'article 308.

De plus, cet article prévoit les cas où cette détermination doit être faite par Santé Québec puisqu'elle serait faite par une personne liée à la personne visée par la vérification ou qu'elle viserait le plus haut dirigeant de l'établissement ou un candidat à ce poste.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 313

Remplacer l'article 313 du projet de loi par le suivant :

« **313.** L'établissement ou, selon le cas, Santé Québec, qui décide que les antécédents judiciaires d'une personne ont un lien avec les aptitudes requises et le comportement approprié pour exercer une activité déterminée dans l'une de ses installations lui délivre un avis à cet effet.

Dans le cas contraire, il lui délivre un certificat d'absence d'antécédent judiciaire qui atteste qu'elle n'a pas d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une telle activité. Le certificat est valide pour une période de trois ans.

Santé Québec transmet également à l'établissement une copie de l'avis ou du certificat qu'elle délivre à la personne visée par la vérification.

L'établissement conserve tout avis et tout certificat qu'il délivre ou reçoit.

Le gouvernement prévoit, par règlement, la forme et la teneur du certificat. ».

Commentaires

L'article 313 que propose cet amendement prévoit la délivrance d'un avis de la présence d'antécédents judiciaires ou d'un certificat d'absence de tels antécédents, selon que les antécédents judiciaires de la personne visée par la vérification soient ou non liés aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée visée au premier alinéa de l'article 308 dans une installation de l'établissement tenu de faire la vérification.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 313.1

Insérer, après l'article 313 du projet de loi, le suivant :

« **313.1.** La personne à laquelle a été délivré un avis de la présence d'antécédents judiciaires ne peut exercer les activités déterminées visées à l'article 308 dans une installation maintenue par un établissement privé. ».

Commentaires

L'article 313.1 que propose cet amendement prévoit que la personne qui a des antécédents judiciaires liés aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée visée au premier alinéa de l'article 308 dans au sein d'un établissement ne peut exercer une telle activité.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 314.1

Insérer, après l'article 314 du projet de loi, le suivant :

« **314.1.** Un établissement n'est pas tenu de s'assurer qu'une personne visée à l'article 308 fait l'objet de la vérification qui y est prévue lorsqu'elle remplit les conditions suivantes :

1° elle est titulaire d'un certificat d'absence d'antécédent judiciaire valide délivré en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 309 ou du deuxième alinéa de l'article 313 attestant qu'elle n'a pas d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer l'activité qu'elle exerce ou entend exercer au sein de l'établissement;

2° elle fournit une déclaration sous serment selon laquelle, depuis la délivrance du certificat, elle n'a pas été accusée ou condamnée pour une infraction visée au deuxième alinéa de l'article 308. ».

Commentaires

L'article 314.1 que propose cet amendement prévoit les circonstances dans lesquelles un établissement n'est pas tenu de s'assurer qu'une personne fait l'objet d'une vérification d'antécédent judiciaire lié aux aptitudes requises et au comportement approprié pour exercer une activité déterminée par règlement dans une installation de cet établissement.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 314.2

Insérer, après l'article 314.1 du projet de loi tel qu'aménagé, le suivant :

« **314.2.** Santé Québec élabore un guide relatif à la vérification d'antécédent judiciaire destiné aux établissements privés et en assure la diffusion. ».

Commentaires

L'article 314.2 que propose cet amendement vise à ce que la vérification d'antécédent judiciaire par les différents établissements privés soit uniformément faite.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 314.3

Insérer, après l'article 314.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **314.3.** Santé Québec peut, par règlement, prévoir toute modalité qu'elle estime nécessaire à l'application de la vérification d'antécédent judiciaire prévue par la présente section aux personnes résidant au Canada depuis moins d'un an et aux personnes ayant résidé ailleurs qu'au Canada pour la durée qu'elle y prévoit. ».

Commentaires

L'article 314.3 que propose cet amendement vise à ce que la vérification d'antécédent puisse être adéquatement faite à l'égard de personnes récemment devenues résidentes au Canada ou ayant vécu pendant un séjour prolongé à l'extérieur du Canada.